

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

NATIOCREDIBAIL

Société Anonyme au capital de 32.000.000 euros

Siège Social : 18 rue Baudin – 92300 Levallois-Perret

998 630 206 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l’Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Natiocredibail relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d’administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L. 821-67 du Code de commerce.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (crédit-bail, location simple).	Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.
Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d’origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu’énoncés dans la note 2-D de l’annexe des comptes annuels.	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :  ► l’identification des indicateurs de dépréciation ;

<p>Les flux futurs attendus sont estimés manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit s’élève à M€ 3 062,90, dont M€ 31,0 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s’élève à M€ 19,10, comme présenté dans les notes 2-B, 2-D, 3-C, 3-G et 3-H de l’annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l’audit, l’appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<div><div>► la classification des expositions en créances douteuses ;</div><div>► le suivi et la valorisation des garanties ;</div><div>► la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.</div></div> <p>En complément, nous avons procédé à un examen de dossiers sur la base d’un échantillon sélectionné sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit.</p>
---	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Informations relatives au gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natiocredibail par votre assemblée générale du 23 juin 2023 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans sa première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d’administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L. 821- 67 du Code de commerce de suivre le processus d’élaboration de l’information financière et de suivre l’efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l’audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ■ Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES  
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres  
Luc Valverde

BILAN COMPARE 2024-2023

En milliers d'euros		
ACTIF	2024	2023
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	194 512	431 220
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	7	8
PARTS DANS LES ENTRPRISES LIEES	388 508	332 565
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	3 040 337	3 082 858
LOCATION SIMPLE	3 431	2 938
IMMOBILISATIONS CORPORELLES & INCORPORELLES	0	0
AUTRES ACTIFS	118 474	110 008
COMPTES DE REGULARISATION	27 047	19 723
TOTAL DE L'ACTIF	3 772 317	3 979 319

En milliers d'euros		
PASSIF	2024	2023
DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 367 199	3 551 403
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	248 442	254 955
DETTE REPRESENTEE PAR UN TITRE	1 000	1 000
AUTRES PASSIFS	66 895	70 608
COMPTES DE REGULARISATION	44 390	47 844
PROVISIONS	2 033	995
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	42 358	52 514
CAPITAL SOUSCRIT	32 000	32 000
PRIME D'EMISSION	17 642	17 642
RESERVES	3 275	3 275
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	4 914	5 701
REPORT A NOUVEAU	-6 103	2
RESULTAT DE L'EXERCICE	-9 369	-6 105
TOTAL DU PASSIF	3 772 317	3 979 319

HORS BILAN COMPARE 2024-2023

En milliers d'euros		
	2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES	164 794	191 160
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	0	0
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE LA CLIENTELE	163 633	189 999
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 161	1 161
ENGAGEMENTS RECUS	141 470	139 132
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ETABLISSEMENT DE CREDIT	53 313	46 495
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE LA CLIENTELE	88 157	92 637
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

**COMPTE DE RESULTAT COMPARE 2024-2023**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>En milliers d'euros</b>	
	<b>2024</b>	<b>2023</b>
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	9 146	10 235
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-112 697	-99 782
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	567 904	521 216
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-450 212	-418 174
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE	1 000	3 580
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE	-849	-607
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	1	1
COMMISSIONS (PRODUITS - CHARGES)	-140	-176
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE ET NON BANCAIRE	1 293	1 612
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE ET NON BANCAIRE	-418	-1 584
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>15 028</b>	<b>16 319</b>
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-25 282	-24 064
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-10 254</b>	<b>-7 745</b>
COUT DU RISQUE	186	-3
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-10 068</b>	<b>-7 748</b>
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	-14 057	-10 727
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>-24 124</b>	<b>-18 475</b>
<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>14 755</b>	<b>12 370</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-9 369</b>	<b>-6 105</b>

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX  
NATIOCREDIBAIL SA**

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

**1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

Le siège social de la société NATIOCREDBAIL a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 25 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et à la suite d'une demande du groupe, la société NATIOCREDBAIL a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

**2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes de NATIOCREDBAIL ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

NATIOCREDBAIL fait application, depuis le 26 novembre 2014, l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

**A) Créances sur les établissements de crédit.**

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

## **B) Opérations avec la clientèle.**

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS.

L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

**C) Titres.**

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

***Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées***

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

**D) Crédit-Bail Immobilier et Immeuble en Location Simple**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

**■ Crédit-bail Immobilier**

Il convient au préalable de rappeler que NATIOCREDBAIL avait opté pour le maintien du régime fiscal d'exonération dans les conditions prévues par l'article 96 de la loi de finances pour 1991, et dont les dispositions générales sont rappelées ci-après :

Le régime fiscal des opérations de crédit-bail immobilier diffère selon qu'il s'agit :

- des opérations conclues avant le 1<sup>er</sup> janvier 1991 : maintien du régime fiscal de faveur des SICOMI ;
- des opérations conclues entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1995 : maintien du régime de faveur jusqu'au 31 décembre 1995, sauf pour les opérations portant sur des immeubles à usage de bureaux, exclues du bénéfice du régime dérogatoire dès le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

**■ Opérations de crédit-bail conclues jusqu'au 31 décembre 1995****a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

**b) Amortissement des immobilisations**

L'amortissement est comptabilisé selon un mode dégressif pour chaque opération. Cependant, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI (circulaire du 30 septembre 1968), la Société peut amortir ses immeubles sur des durées plus courtes que celles de droit commun. NATIOCREDBAIL amortit sur une durée de vingt ans ses immeubles.

**c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

La Société est autorisée à constituer chaque année une provision spéciale, dite " Provision article 64 ", égale à la différence entre l'amortissement financier annuel de l'opération et l'amortissement comptable dudit immeuble pratiqué.

**■ Opérations de crédit-bail conclues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996****a) Valeur brute des immobilisations**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.



**b) Amortissement des immobilisations**

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

**c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

**▪ Créances douteuses**

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à la constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

**▪ Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

**E) Provisions**

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDBAIL à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

**F) Produit Net Bancaire.****▪ Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

**▪ Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple**

Les charges sur opérations de crédit bail immobilier et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts & l'article 64 de la loi de finances pour 1970, n° 69-1161 du 24 décembre 1969) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit bail immobilier et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de location et les reprises de provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts & article 64 de la loi de finances pour 1970, n° 69-1161 du 24 décembre 1969), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent, les frais de dossiers et le coût du risque.

**G) Charges Générales d'Exploitation.**

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 25 282 K€ contre 24 064 K€ en 2023 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 24 124 K€.

**3. NOTES SUR LE BILAN****A) OPERATIONS EN DEVICES**

Néant

**B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Créances à vue	10 804	42 955
Créances rattachées		
<b>Total à vue</b>	<b>10 804</b>	<b>42 955</b>
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	182 682	386 473
Créances rattachées	981	1 785
<b>Total à terme</b>	<b>183 663</b>	<b>388 258</b>
<b>Total Créances Saines</b>	<b>194 467</b>	<b>431 213</b>

	En milliers d'euros		
	Brut	Provision	Net
Créances douteuses sur Ets Crédit	68	- 23	45
<b>Total Créances Douteuses</b>	<b>68</b>	<b>- 23</b>	<b>45</b>

Echéancier au 31 décembre 2024

	En milliers d'euros				
	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5
Créances à terme (hors créances rattachées)	<b>182 682</b>	10 998	52 988	103 096	15 600

**C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)**

Néant

**D) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE**

Néant

**E) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE**

Néant

**F) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES**

	En milliers d'euros			
	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés	dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme	7	0	7	0
Parts dans les entreprises liées	388 508	0	0	388 508
<b>Total 2024</b>	<b>388 516</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>388 508</b>
<b>Total 2023</b>	<b>332 573</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>332 565</b>

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

	En milliers d'euros		
	Total	Participations et autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Valeur brute au 31 décembre 2023	343 300	8	343 292
Acquisitions de l'exercice	-		
Cessions de l'exercice	- 1	- 1	
Autres mouvements	70 000		70 000
<b>Valeur brute au 31 décembre 2024</b>	<b>413 299</b>	<b>7</b>	<b>413 292</b>
Dépréciations au 31 décembre 2023	10 727		10 727
Dotations de l'exercice	14 057		14 057
Reprises de l'exercice	-		
Autres mouvements	-		
<b>Dépréciations au 31 décembre 2024</b>	<b>24 784</b>	<b>-</b>	<b>24 784</b>
Valeur nette au 31 décembre 2023	332 573	8	332 565
<b>Valeur nette au 31 décembre 2024</b>	<b>388 515</b>	<b>7</b>	<b>388 508</b>

**G) CREDIT BAIL**

En milliers d'euros										
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS				
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions d'immobilisa- tions de l'exercice	Sorties d'immobili- sations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortisse- ments de l'exercice	Reprises d'amortisse- ments de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024
<b>Immobilisations en Crédit Bail</b>										
Immobilisations en Crédit Bail France	4 584 755	417 111	-378 143	-7 002	4 616 721	1 339 790	195 027	-178 269	-167	1 356 380
<b>Total des immobilisations en Crédit Bail</b>	<b>4 584 755</b>	<b>417 111</b>	<b>-378 143</b>	<b>-7 002</b>	<b>4 616 721</b>	<b>1 339 790</b>	<b>195 027</b>	<b>-178 269</b>	<b>-167</b>	<b>1 356 380</b>
<b>Immobilisations en cours</b>										
Immobilisations en cours Crédit Bail France	293 009	189 988	-293 009	0	189 988					
<b>Total des Immobilisations en cours Crédit Bail</b>	<b>293 009</b>	<b>189 988</b>	<b>-293 009</b>	<b>0</b>	<b>189 988</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Acomptes vers�s fournisseurs</b>										
Acomptes vers�s fournisseurs France										0
<b>Total des acomptes vers�s fournisseurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Cr�dit Bail</b>	<b>4 877 764</b>	<b>607 100</b>	<b>-671 152</b>	<b>-7 002</b>	<b>4 806 709</b>	<b>1 339 790</b>	<b>195 027</b>	<b>-178 269</b>	<b>-167</b>	<b>1 356 380</b>
										<b>3 450 329</b>

En milliers d'euros					
	PROVISIONS Art 39 et dépréciation des immeubles				
	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024
<b>Immobilisations en Crédit Bail</b>					
Immobilisations en Crédit Bail France	532 933	91 933	-149 668	-89	475 109
<b>Total des immobilisations en Crédit Bail</b>	<b>532 933</b>	<b>91 933</b>	<b>-149 668</b>	<b>-89</b>	<b>475 109</b>
<b>Immobilisations en cours Crédit Bail</b>					
Immobilisations en cours Crédit Bail France	0	0	0	0	0
<b>Total des Immobilisations en cours Crédit Bail</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Crédit Bail</b>	<b>532 933</b>	<b>91 933</b>	<b>-149 668</b>	<b>-89</b>	<b>475 109</b>

En milliers d'euros					
	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024
<b>Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail France	34 307				31 004
<b>Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)</b>	<b>34 307</b>				<b>31 004</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail France	24 611	3 386	-8 849		19 148
<b>Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)</b>	<b>24 611</b>	<b>3 386</b>	<b>-8 849</b>	<b>0</b>	<b>19 148</b>
<b>Créances rattachées Crédit Bail</b>					
Créances rattachées Crédit Bail France	68 121				53 261
<b>Total Créances rattachées Crédit Bail</b>	<b>68 121</b>				<b>53 261</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail</b>	<b>77 817</b>				<b>65 117</b>

(1) En application du règlement ANC n  2014-07, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Crédit bail compromis	24 533	-17 423	7 110
<b>Total crédit bail compromis</b>	<b>24 533</b>	<b>-17 423</b>	<b>7 110</b>
Crédit bail non compromis	6 470	-1 724	4 746
<b>Total crédit bail non compromis</b>	<b>6 470</b>	<b>-1 724</b>	<b>4 746</b>
<b>Total crédit-bail</b>	<b>31 004</b>	<b>-19 148</b>	<b>11 856</b>

**H) LOCATION SIMPLE**

En milliers d'euros										
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS				
	Solde au 31/12/23	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/24	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/24
<b>Immobilisations en Location Simple</b>										
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	7 151	0	0	825	7 976	3 054	315	0	167	3 536
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>7 151</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>7 976</b>	<b>3 054</b>	<b>315</b>	<b>0</b>	<b>167</b>	<b>3 536</b>
<b>Immobilisations en cours Location Simple</b>										
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des Immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>										
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>7 151</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>825</b>	<b>7 976</b>	<b>3 054</b>	<b>315</b>	<b>0</b>	<b>167</b>	<b>3 536</b>

En milliers d'euros					
	PROVISIONS Art 39 et dépréciation des immeubles				
	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024
<b>Immobilisations en Location Simple</b>					
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	1 159	92	-331	89	1 009
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>1 159</b>	<b>92</b>	<b>-331</b>	<b>89</b>	<b>1 009</b>
<b>Immobilisations en cours Location Simple</b>					
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0
<b>Total des Immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>1 159</b>	<b>92</b>	<b>-331</b>	<b>89</b>	<b>1 009</b>

En milliers d'euros					
	Solde au 31/12/2023	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2024
<b>Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	0				0
<b>Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	0	0	0	0	0
<b>Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances rattachées Location Simple</b>					
Créances rattachées Location Simple France	0				0
<b>Total Créances rattachées Location Simple</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple</b>	<b>0</b>				<b>0</b>

**I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Néant

**J) AUTRES ACTIFS**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Autres débiteurs divers	5 346	8 512
Dépôts et cautionnements	75	108
Fonds de garantie	1 161	1 161
Etat Impôts et taxes	404	3 489
Créances douteuses	0	5
Impôt différé	111 488	96 733
<b>TOTAL</b>	<b>118 474</b>	<b>110 008</b>

**K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Valeurs à l'encaissement	-	-
Charges payées d'avance	4	5
Produits à recevoir	20 034	13 213
Charges à répartir	-	-
Autres	7 009	6 505
<b>TOTAL</b>	<b>27 047</b>	<b>19 723</b>

**L) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Comptes et emprunts à vue	8 647	10 404
Dettes rattachées		
<b>Total à vue</b>	<b>8 647</b>	<b>10 404</b>
Valeurs données en pension	-	-
Comptes et emprunts au jour le jour		
Comptes et emprunts à échéance	3 345 930	3 527 287
Dettes rattachées	12 623	13 712
<b>Total à terme</b>	<b>3 358 553</b>	<b>3 540 999</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 367 199</b>	<b>3 551 403</b>

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024

	En milliers d'euros				
	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	3 345 930	122 499	307 143	1 307 537	1 608 751
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	-				

**M) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (Passif)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Comptes à terme	248 442	254 955
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à terme</b>	<b>248 442</b>	<b>254 955</b>
<b>TOTAL</b>	<b>248 442</b>	<b>254 955</b>

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024

En milliers d'euros					
	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	248 442	5 544	13 436	133 279	96 183

#### N) DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

En milliers d'euros		
	2024	2023
Bons de caisse		
<b>Total bons de caisse</b>	-	-
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Dettes rattachées		
<b>Total titres de créances négociables</b>	1 000	1 000
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total obligations</b>	-	-
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	1 000	1 000

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 12/02/2025 en compte.

#### O) AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros		
	2024	2023
Dépôts de garantie	4 009	3 771
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	53 809	51 886
Etat et Organismes sociaux	8 392	10 693
Autres	684	4 258
Impôt différé	-	-
<b>TOTAL</b>	66 895	70 608

#### P) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

En milliers d'euros		
	2024	2023
Produits perçus d'avance (1)	21 478	21 866
Comptes d'encaissement		
Charges à payer	12 555	7 490
Autres	10 356	18 488
<b>TOTAL</b>	44 390	47 844

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit-bail.

#### Q) PROVISIONS

En milliers d'euros						
	2023	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	2024
Provisions	-	-	-			-
Provisions pour suspens	995	1 130	- 91			2 033
<b>TOTAL</b>	995	1 130	- 91	-	-	2 033

#### R) CAPITAUX PROPRES

##### 1) Capital

Au 31 décembre 2024, le capital social de NATIOCREDBAIL s'élève à 32 000 000 euros composé de 2 000 000 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

## 2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 4 914 K€.

## 3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros						
	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	32 000					32 000
Prime d'émission	17 642					17 642
Réserve légale	3 200					3 200
Réserve des plus values à long terme	0					0
Autres réserves	75					75
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	5 701				-787	4 914
Report à nouveau	2	-6 105				-6 103
Résultat net de l'exercice	-6 105	6 105		-9 369		-9 369
<b>Total capitaux propres</b>	<b>52 514</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-9 369</b>	<b>-787</b>	<b>42 358</b>

## 4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	61,40 €
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	-4,68 €
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0,00 €

## 4. NOTES SUR LE HORS BILAN ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

En milliers d'euros		
	2024	2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>164 794</b>	<b>191 160</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	163 633	189 999
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	1 161	1 161
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		
<b>Engagements reçus</b>	<b>141 470</b>	<b>139 132</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	-	-
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	53 313	46 495
Engagements de garantie reçus de la clientèle	88 157	92 637

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle est significatif de 577 K€.

## 5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

## A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

En milliers d'euros				
	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	9 146	105 229	10 235	93 970
Opérations avec la clientèle	-	7 468	-	5 812
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>9 146</b>	<b>112 697</b>	<b>10 235</b>	<b>99 782</b>

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.



**B) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE**

	2024	2023
Part dans les entreprises liées	1	1
Participations et autres titres à long terme	-	-
Dotations/reprises	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

**C) COMMISSIONS**

En milliers d'euros				
	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit		8		7
Opérations avec la clientèle		-		-
Commissions en risques		132		169
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>140</b>	<b>-</b>	<b>176</b>

**D) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL LOCATION SIMPLE****PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL****a) Produits sur opérations de crédit-bail**

En milliers d'euros		
	2024	2023
Loyers	406 884	401 330
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	147 377	112 644
Autres reprises de provisions	2 291	4 001
Reprises de provisions sur immobilisations	0	0
Plus values de cession	943	331
Indemnités de résiliation	2 731	444
Produits divers	9 331	3 115
Coût du risque	-1 653	-648
<b>TOTAL</b>	<b>567 904</b>	<b>521 216</b>

**b) Charges sur opérations de crédit-bail**

En milliers d'euros		
	2024	2023
Dotations aux amortissements	195 027	194 816
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	91 933	101 338
Moins values de cessions	159 853	120 529
Charges diverses	3 398	1 492
<b>TOTAL</b>	<b>450 212</b>	<b>418 174</b>

**PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE****a) Produits sur opérations location simple**

En milliers d'euros		
	2024	2023
Loyers	669	580
Reprises de provisions	331	812
Plus value de cessions	0	2 188
Indemnités de résiliation	0	0
Produits divers	0	0
Coût du risque	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 000</b>	<b>3 580</b>

**b) Charges sur opérations de location simple**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Dotations aux amortissements	315	277
Dotations aux Provisions sur Immeuble	93	108
Moins values de cessions	146	0
Charges diverses	296	223
<b>TOTAL</b>	<b>849</b>	<b>607</b>

**E) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE ET NON BANCAIRE**

	En milliers d'euros			
	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Autres Produits &amp; Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>357</b>	<b>66</b>	<b>537</b>	<b>234</b>
dont refacturation	-	-	-	-
<b>Autres Produits &amp; Charges d'exploitation non bancaire</b>	<b>936</b>	<b>352</b>	<b>1 075</b>	<b>1 350</b>
dont Quote part du produit des subventions	- 16	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 293</b>	<b>418</b>	<b>1 612</b>	<b>1 584</b>

**F) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

Natiocrédibail n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 25 282 milliers d'euros (dont 24 124 milliers d'euros d'assistance administrative) contre 24 064 milliers d'euros en 2023.

**G) COUT DU RISQUE**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Dotations aux provisions	-98	-267
Créances irrécupérables couvertes		
Créances irrécupérables non couvertes		
Reprises de provision	168	264
Récupérations sur créances amorties	116	
<b>TOTAL</b>	<b>186</b>	<b>-3</b>

**H) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

Au 31/12/2024, Natiocrédibail a constaté une dotation aux provisions sur les titres détenus sur l'entité Natiocrédimurs pour la somme de 14 057 milliers d'euros.

**I) RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Néant

**J) IMPOT SUR LES SOCIETES**

NATIOCREDIBAIL ayant opté pour le maintien de son statut de SICOMI dans le cadre de l'article 96 de la loi de finance pour 1991, le résultat imposable est déterminé après ventilation des charges et produit entre :

- Le secteur exonéré qui comprend toutes les opérations de crédit-bail immobilier antérieur au 31 décembre 1995.
  - Le résultat de ce secteur reste soumis à l'obligation de distribution d'au moins 85 % de son montant
  - Le secteur taxable qui comprend essentiellement les autres produits
- En conséquence, le résultat fiscal de l'exercice 2024 se traduit par :

- Résultat sur secteur taxable est déficitaire de	-54 724 137,15
- Résultat sur secteur non taxable est de :	-78 957,95
Résultat fiscal au 31/12/2024	-54 803 095,10

Au 31 décembre 2024, NATIOCREDIBAIL n'a pas constaté d'impôt société à payer.

Au titre de 2024, le montant de l'impôt au titre des différences sociales / fiscales est de 14 754 900,21 €.

Nous cumulons un total de déficits reportables de 420 312 825,32 €.

## 6. AUTRES INFORMATIONS

### A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

En milliers d'euros	
	Entreprises liées France
<b>ACTIF</b>	
Créances sur les établissements de crédit	193 020
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable	413 292
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	4
<b>PASSIF</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	3 358 639
Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	0
Comptes de régularisation passif	11 686
<b>HORS BILAN</b>	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	42 290
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

### B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

(En euros)

Résultat de l'exercice	- 9 369 297	
Report à nouveau	- 6 103 457	
<b>Total à répartir</b>	<b>- 15 472 754</b>	en euros
Réserve Légale	-	
Excédent Réserve Légale	-	
Réserve spéciale des œuvres d'art	-	
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	-	
Dividende	-	
Acompte sur dividendes	-	
Report à nouveau	- 15 472 754	
<b>Total réparti</b>	<b>- 15 472 754</b>	en euros

### C) COMPTABILITE SOCIALE / FINANCIERE ET CONSOLIDATION

- En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDBAIL est tenu de maintenir une comptabilité financière pour l'établissement de ses comptes consolidés pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

- Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

- La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

- Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**a) Passage du résultat social au résultat financier**

	En milliers d'euros	
	2024	2023
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>- 24 124</b>	<b>- 18 475</b>
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	- 10 267	- 8 345
Différence entre plus et moins value sociales et financières	15 509	11 570
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	292	776
Retraitements ANC 2014-07	- 119	- 84
Retraitements contentieux	- 6 409	-
Différence sur les produits à percevoir et les produits perçus d'avance	164	133
Divers (écart intérimaire)		
<b>Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre</b>	<b>- 24 953</b>	<b>- 14 424</b>

**b) Principaux éléments composant la réserve financière**

La réserve financière de NATIOCREDBAIL au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

	En milliers d'euros	
	2024	2023
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	- 81 848	- 83 015
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	- 3 683	- 3 391
Retraitements ANC 2014-07	622	503
Retraitements contentieux	-	-
Différence sur les produits à percevoir et les produits perçus d'avance	- 1 260	- 1 096
<b>Réserve financière brute - French GAAP - au 31 décembre</b>	<b>- 86 170</b>	<b>- 86 998</b>
Réserve financière sur immobilisations non louées		
<b>Réserve financière brute French GAAP sur immobilisations louées - au 31 décembre</b>	<b>- 86 170</b>	<b>- 86 998</b>

**c) Consolidation**

NATIOCREDBAIL est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris

**D) EVENEMENTS POST CLOTURE**

Néant

## Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à - 9.369.297,31 EUR au report à nouveau qui passera de -6.103.456,81 EUR à -15.472.754,12 EUR comme suit :

Résultat de l'exercice	- 9.369.297,31 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	- 6.103.456,81 EUR
Résultat affecté	- 15.472.754,12 EUR
Distribution de dividendes (0 X 2.000.000 actions)	- 0 EUR
Solde au report à nouveau	- 15.472.754,12 EUR

Le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices est de :

	2021	2022	2023
Dividende distribué (en euros)	15,38	3,49	0

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDBAIL, sis au 18 rue Baudin – 92300 Levallois-Perret.